

NICA POLYCHRONOPOULOU-CLADAS
(Ambassadeur de Grèce à Paris, 1850–1854)

ALEXANDRE MAUROCORDATOS.

Le début du Second Empire Athens, 2013

La famille Maurocordatos (Mavrocordat) est bien connue en Roumanie. Ils étaient des Phanariotes typiques, dont le rôle dans la vie des Balkans est assez controversé. En tout cas, personne ne peut discuter l'ampleur de leur présence et même de leur œuvre; et nul n'est censé ignorer l'action d'Alexandre, un de leurs derniers rejetons, dans la vie politique du royaume de Grèce, depuis la fondation de celui-ci jusqu'aux premières années du règne de Georges I^{er}.

Alexandre Maurocordatos (Alexandru Mavrocordat) naquit « sur les rives du Bosphore », au village d'Arnavutköy, le 3 février 1791. Il fit ses premières études à l'école grecque de Kuruçeşme, où il mit en relief sa grande aptitude pour les mathématiques et les langues étrangères.

En 1812, son oncle, Ioan Gheorghe Caragea, cousin de sa mère, fut nommé hospodar de la Valachie. Le jeune Alexandre s'établit donc à Bucarest et il y assumait les fonctions de secrétaire de son oncle. Celui-ci, appréciant fort les services de son neveu, fit de lui le grand postelnic de sa cour princière. Ce qui plus est, il l'envoya, en 1815, en mission extraordinaire auprès de l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, qui se trouvait alors à Chişinău. L'empereur réserva au jeune Alexandre « une réception des plus flatteuses ». Et celui-ci, aussitôt après son retour à Bucarest, d'entretenir une correspondance suivie avec le baron de Gentz, le factotum du prince de Metternich; et en même temps il suivait attentivement ce qui passait alors à Paris. (Un ami grec le tenait au courant.)

Or, au mois de septembre 1818, Ioan Vodă, le «grand vieillard byzantin», doué de perspicacité et de rapacité extraordinaires, flaira ce qui allait suivre, quitta son trône et s'enfuit en Italie, à Pise, en emportant un vrai trésor. (Inutile de souligner que ledit trésor provenait de la taxation excessive des pauvres Valaques.) En outre, après la fin de la Révolution grecque, il s'établit (avec son argent, bien entendu) à Athènes, capitale du nouveau royaume et il y coula des jours heureux jusqu'à la fin de ses jours.

Quant à son neveu, Alexandre, après le déclenchement de la Révolution des Grecs, descendit en Grèce où, d'abord, il voulut faire figure de grand stratège. Le désastre subi par les troupes grecques à Péta, près d'Arta, en Épire, en juillet 1822, mit un terme à ses ambitions martiales. Il se dédia alors à la vie exclusivement politique, dans laquelle il excella.

Alexandre Maurocordatos était le leader de l'ainsi dit «parti anglais». Il était, par conséquent, fortement opposé au parti «russe», dont les chefs étaient Jean Capodistria, premier Président de l'État grec, et Théodore Colocotronis, le commandant en chef des troupes grecques dans la Morée pendant les années de la Révolution (1821–1829). Ainsi Maurocordatos était-il opposé, ne serait-ce qu'à un certain degré, au parti «français», guidé par Jean Colettis, un Vlaque renommé pour son habileté dans les intrigues des coulisses politiques ainsi que pour le lancement de la fameuse «Grande Idée». Celle-ci était l'idée concernant la régénération de l'empire byzantin; et Othon, le premier roi de Grèce, l'embrassa avec passion.

À l'inverse donc de Colocotronis et Colettis, Maurocordatos prônait le développement économique de la Grèce, voire son européanisation. Son idée n'était pas tellement dépourvue de sens; car la Grèce était alors un petit royaume, dont le souverain était «européen» mais la population plutôt asiatique. La seule différence, en effet, avec les pays du Proche Orient était la religion, les Grecs étant des chrétiens orthodoxes. Quoi qu'il en soit, les aspirations européennes de Maurocordatos, qui ne voyait dans les «idéaux impériaux» de Colettis que des chimères, firent de celui-ci l'adversaire farouche aussi du roi Othon. Ce dernier, en effet, se considérait comme le «disciple» de Jean Colettis et, par conséquent, s'impatientait de voir son siège transféré d'Athènes à «Constantinople libérée». Ainsi, en 1850, le roi saisit-il l'occasion d'un «incident diplomatique» et, pour se débarrasser de Mavrocordatos, il le nomma son ministre plénipotentiaire à Paris

La dignité était pompeuse. On appelait alors les envoyés du roi à l'étranger «ambassadeurs de Grèce», bien que la Grèce, en «puissance impuissante» n'eût alors guère droit qu'à des légations. En tout cas, le nouvel «ambassadeur de Sa Majesté le roi de Grèce» à Paris s'y rendit et assumait ses fonctions. Cela était parfaitement pour l'Histoire; car dans les dépêches qu'il expédia à Athènes pendant son séjour dans la capitale de France il sut décrire très bien la fondation du Second Empire. Ces dépêches, rédigées presque toutes en français, sont publiées et scrupuleusement annotées dans l'ouvrage de Madame Nica Polychronopoulou-Cladas.

Madame Polychronopoulou-Cladas, après avoir fait des études d'histoire et d'archéologie à l'université d'Athènes (1976-1980), a suivi des cours à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), où elle obtint, en 1987, son doctorat en Histoire post-byzantine. Son livre est le fruit de longues recherches tant à Paris qu'à Athènes; et il faut souligner que les documents publiés mettent l'histoire de la Deuxième République et des débuts du Second Empire sous un jour tout à fait nouveau. Autrement dit, ce livre concerne non pas l'Histoire de la Grèce mais celle de la France et aussi de l'Europe tout entière; et cela, parce que Napoléon III, étant le champion de l'«idée nationale», il avait su se coaliser avec les nationalistes les plus dynamiques de son époque. D'après les recherches menées par Madame Polychronopoulou-Cladas, il fut également membre de la Charbonnerie aussi; et armé de persévérance, de patience et d'ambition, il put, favorisé également par la fortune, fonder le Second Empire. Il va sans dire, pourtant, que son hardiesse était jointe à une finesse politique sans pareil (qui lui manqua vers la fin de sa vie). Maurocordatos y fut explicite: *Sans être spécifiés, les principes... [de la Révolution Française]... sont consacrés*, écrivait-il dans sa dépêche au ministre des Affaires étrangères de Grèce le 6/18 janvier 1852. Mais quelques jours plus tard, le 25 février/8 mars, il changea de ton: *Le progrès du principe révolutionnaire en France, servait d'encouragement à ses adhérents [sic] à l'étranger, le comité de la démocratie européenne à Londres et, en général, les révolutionnaires de la France, comme ceux de l'Allemagne et de l'Italie, comptaient sur la crise de 1852, comme sur un jour de triomphe. L'acte du 2 Décembre dissipa ces criminelles espérances par un coup aussi hardi que bien calculé, qui a sauvé la France et l'Europe d'une grande calamité.*

Madame Polychronopoulou-Cladas suit brillamment, par le moyen de son ouvrage, un chemin de recherche autre que le «conventionnel», qui fut tranché il n'y a pas longtemps. En étudiant une période cruciale de l'histoire de la France, voire de l'Europe, elle ne se limita pas à des sources exclusivement françaises. Elle sut découvrir, en effet, dans les documents diplomatiques d'une «puissance impuissante» telle que la Grèce tout au long du XIX^e siècle, le fil conducteur des événements d'un moment critique de l'Histoire politique et de notre «vieux continent». Au lieu, en effet, de fouiller des sources exclusivement françaises elle sut baser sa recherche sur des documents jusque là «négligés». Espérons que le temps de l'étude exhaustive mais très limitée des relations diplomatiques entre des pays européens est révolu...

Dimitris Michalopoulos (Athènes)

PRIN LABIRINTUL ISTORIEI.

STAT, SOCIETATE ȘI INDIVID ÎN PERIOADA CONSTRUCȚIEI NAȚIONALE (PAR LE LABYRINTHE DE L'HISTOIRE. ÉTAT, SOCIÉTÉ ET INDIVIDU PENDANT LA PÉRIODE DE LA CONSTRUCTION NATIONALE)

volume coordonné par Dumitru Vitcu, Iași, Éditions Junimea, 2009, 448 p.

Le volume – paru par les soins du professeur Dumitru Vitcu – groupe 18 études concernant surtout la deuxième partie du XIX^e siècle et qui sont dues en majorité aux chercheurs de Suceava et à ceux de l'Institut d'Histoire «A.D.Xenopol» de Iași. L'image de l'homme d'État s'occupant des relations internationales est traitée dans une étude plutôt théorique. La guerre russo-turque de 1806–1812, le clergé et les mœurs pendant la période du Règlement organique, ainsi que la guerre russo-turque de 1877–1878 offrent des sujets de plusieurs études, ainsi que la presse de Iași et son

évolution, mais aussi le problème du prince étranger débattu en 1857 lors du Divan ad-hoc de Moldavie. D'autres études sont consacrées à des personnalités dominantes de l'époque – Démètre Sturdza, l'évêque Melchisedec Ștefănescu, Manolache Costache Epureanu et P.P.Carp. La vie politique et religieuse de Bucovine pendant l'étape finale de sa domination par l'Autriche-Hongrie, ainsi que l'évacuation des prisonniers de guerre roumains de Sibérie après la Première Guerre Mondiale par une mission militaire sont traitées dans deux autres études. Trois études sont consacrées à des problèmes plus proches chronologiques: celui du pétrole roumain dans les années 1939–1940, celui des camps de travail du mouvement légionnaire et celui des méthodes techniques pour l'obtention des informations utilisées par la *Securitate* roumaine dans les années 50.

Assez varié dans son contenu, le volume nous met à la disposition toute une série d'informations nouvelles, intéressant surtout l'histoire de l'espace de la Bucovine.

Dan Berindei

**SINAN KUNERALP
OTTOMAN DIPLOMATIC DOCUMENTS
(Documents diplomatiques ottomans)**

Depuis peu, les archives ottomanes sont accessibles aux chercheurs qui ne sont pas Turcs ou, au moins, employés en Turquie. Or, la vie est compliquée, voire pleine de surprises; et cela, parce que maintenant la recherche la plus facile à faire est celle concernant les documents diplomatiques de la Porte. À qui revient le mérite? À Sinan Kunalp, propriétaire et directeur de la maison d'éditions «Isis», située justement à Istanbul. (À Burhanye-Beylerbey, pour être plus précis).

Sinan Kunalp est le fils d'une vieille et noble famille anatolienne. Or, son grand-père, le célèbre poète et journaliste Ali Kemal Bey, eut la malchance d'avoir prévu l'issue de la Première Guerre mondiale et, en conséquence, préconisé l'alliance de la Porte avec l'Entente cordiale. La seule chose qu'il eut raison ainsi que l'insistance avec laquelle, après la fin des hostilités, il préconisait le protectorat britannique pour la Turquie – voilà les causes de son martyre. On le lyncha littéralement en 1922 en raison de sa clairvoyance et de sa voix élevée en faveur des Arméniens.

Son fils, Zeki Kunalp (1914–1998), le père de M. Sinan Kunalp, se réfugia avec sa mère en Suisse, où il passa son enfance et son adolescence et fit de l'allemand parlé en Suisse sa seconde langue maternelle. Or, bien que la perspective d'une vie paisible et confortable, d'une vie vraiment «à la suisse» s'ouvrait devant lui, il préféra rentrer dans sa patrie et la servir en qualité de diplomate. C'est İsmet İnönü en personne, l'alter ego d'Atatürk, qui autorisa son entrée dans le corps diplomatique de la République. Et le père de Sinan Kunalp de servir fidèlement et avec dévotion celle-ci jusqu'à la fin de sa carrière.

Il en était fier; et quand Philippe, le duc d'Édimbourg et prince consort de la reine d'Angleterre, lui posait la question: «Qu'est-ce que vous avez fait dans la vie?», c'est sans ambages qu'il répondit: «Je n'ai été que diplomate, Votre Altesse». (Just a diplomat, Your Highness). Et quand Philippe insista et lui demanda: «pourquoi?», il expliqua en toute sincérité: «Je n'ai pas su faire rien d'autre».

Sinan, l'un de ses fils (l'autre est diplomate, à l'instar de son père), après avoir fait ses études à Paris, se dédia à l'édition. Il a créé donc une grande série intitulée: Documents diplomatiques ottomans. Une branche de cette série concerne la «Question d'Orient (Ottoman Diplomatic Papers on the «Eastern Question», qui couvre presque tous les événements importants qui eurent lieu dans les Balkans au cours de XIX^e siècle: l'Insurrection crétoise (The Cretan Uprising [1866–1869]); la crise des Balkans (The Balkan Crisis [1875–1878]); la Question bulgare, depuis le coup d'État de Philippopolis jusqu'à l'élection du prince Ferdinand (The Bulgarian Issue: From the Philippopolis Coup to Prince Ferdinand's election [1885–1887]).

Une autre branche en couvre les «Origines de la Première Guerre mondiale» (Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One). On a publié aussi les documents concernant la guerre franco-prussienne de 1870–1871 (L'empire ottoman et l'Europe), mais aussi des documents britanniques qui ont affaire avec la Révolution grecque de 1821.

C'est un travail presque gigantesque entrepris avec une méthodologie étonnante. L'avantage énorme de l'œuvre de M. Sinan Kunalalp (qui, bien entendu, est loin d'être terminé), est que toutes les dépêches entre la Porte et ses envoyés à l'étranger sont rédirigées en français. Sans être luxueux, les volumes de la maison «Isis» sont bien faits et, pour ainsi dire, faciles à lire et à manier. Leur seule existence menace de bouleverser les idées preconçues chez les intellectuels et chercheurs balkaniques. Voilà donc un nouveau front de recherche qui s'ouvre devant nous...et personne n'est proscrit pour en profiter.

Dimitris Michalopoulos (Athènes)

**CULTURĂ, POLITICĂ ȘI SOCIETATE
ÎN TIMPUL DOMNIEI LUI CAROL I.
130 DE ANI DE LA PROCLAMAREA REGATULUI ROMÂNIEI
(CULTURE, POLITIQUE ET SOCIÉTÉ PENDANT LE RÈGNE DE CAROL I^{er}.
130 ANS DEPUIS LA PROCLAMATION DU ROYAUME DE ROUMANIE),**

volume paru par les soins de Gheorghe Cliveti, Adrian-Bogdan Ceobanu,
Ionuț Nistor, Iași, Editions Demiurg @,2011, 342 p.

Il s'agit d'un ensemble de 19 études. Les années 1866 et 1881, moments de l'ascension au trône de Carol I^{er} et celui de sa proclamation en tant que roi, sont présentées dans plusieurs études. Une attention particulière est accordée à la politique extérieure et à la diplomatie roumaine. Les Roumains de Bessarabie et leur mouvement national, ainsi que la présence des diplomates russes à la cour du roi Carol I^{er} offrent d'autres sujets. Le problème du procès de 1870 concernant la tentative antidynastique de cette année est traité dans un article, un autre concernant la ville de Iași pendant le règne de Carol I^{er}. La présence culturelle française dans cette même ville, mais aussi l'inauguration du palais universitaire de Iași en 1897 sont des sujets traités dans deux études. Un nombre d'études sont consacrées à l'image postérieure du roi Carol I^{er}: sa présence dans les portraits et les médailles, ou celle des manuels scolaires de la République de Moldavie, ainsi que les actions visant une reconstruction de l'image de la royauté après 1989.

Dans son ensemble, le volume contribue d'une manière bénéfique à une connaissance meilleure du règne du roi Carol I^{er}, mais aussi à celle de la période postérieure.

D. B.

GHEORGHE IACOB

**ROMÂNIA ÎN EPOCA MODERNIZĂRII (1859–1939).
TOWARDS A MODERN ROMANIA
(LA ROUMANIE PENDANT L'ÉPOQUE DE LA MODERNISATION (1859–1939)
TOWARDS A MODERN ROMANIA)**

Iași, Éditions de l'Université «Alexandru Ioan Cuza», 2013, 468 p.

C'est un livre intéressant, son auteur traitant le sujet d'une manière multiforme se basant sur une riche information. Il adopte une position médiane quand il s'agit d'apprécier le succès ou l'insuccès de la modernisation roumaine en repoussant la théorie d'un total échec.

Ses conclusions se basent sur l'examen d'un riche ensemble d'examen des divers aspects des mutations qui ont eu lieu. L'économie se trouve sur le premier plan, mais les transformations sociales et idéologiques sont aussi abordées en fournissant des arguments dans un sens ou un autre, ainsi que le régime constitutionnel-juridique et les évolutions des forces politiques. L'auteur présente successivement les étapes du processus général, en insistant sur la première guerre mondiale et ses conséquences, inclusivement la constitution de la Grande Roumanie. Intéressant est aussi l'examen de l'évolution de la population, du nombre des minorités après 1918, du niveau culturel et de l'enseignement, ainsi que de la vie quotidienne.

Dans la conclusion, est soulignée l'appartenance du peuple roumain à la «famille» européenne et surtout est affirmée la «réalité» de la modernisation, en étant soutenu que «l'identité ne signifie pas nécessairement une différence qui sépare, mais peut et doit être une différence qui unit».

D. B.

MIODRAG CIURUȘCHIN

**RELAȚII POLITICO-DIPLOMATICE
ALE ROMÂNIEI CU SERBIA ÎN PERIOADA 1903–1914
(LES RELATIONS POLITICO-DIPLOMATIQUES
DE LA ROUMANIE AVEC LA SERBIE PENDANT LA PÉRIODE 1903–1914)**

Timișoara, Éditions Mirton, 2010, 394 p.

L'auteur aborde dans ce livre l'étude des rapports roumano-serbes pendant les années 1903–1914. Il s'agit d'un travail minutieux, la recherche s'appuyant sur les sources des deux côtés, ainsi qu'en utilisant une riche bibliographie roumaine et serbe.

Pendant le XIX^e siècle les deux pays ont eu des relations proches et s'appuyèrent réciproquement. En 1877–1878 ils furent alliés et le Congrès de Berlin leur a reconnu en été 1878 leurs indépendances. Au cours des décennies suivant, les bonnes relations continuèrent jusqu'en 1903 quand le couple royale serbe fut assassiné. Après quelques années de transition on arriva ensuite à une reprise des anciens rapports, dans des circonstances assez compliquées tenant compte de l'expansion de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et de la politique bulgare visant la création d'une Grande Bulgarie. La crise bosniaque allait contribuer à un rapprochement roumano-serbe. La première guerre balkanique contribuera ensuite à ce rapprochement et ainsi la seconde guerre balkanique et le traité de Bucarest ont stimulé la collaboration des deux pays qui conservèrent leurs rapports amicaux jusqu'au déclanchement de la première mondiale.

Il s'agit d'un livre utile qui contribue à une meilleure connaissance des relations historiques de la Roumanie et de la Serbie.

D. B.

MIHAELA DAMEAN

PERSONALITATEA OMULUI POLITIC DIMITRIE A. STURDZA
(LA PERSONNALITÉ DE L'HOMME POLITIQUE DIMITRIE A. STURDZA)

Târgoviște. Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 244 p.

Né en 1833 et mort en 1914, Dimitrie A. Sturdza provenant d'une famille de grands boyards moldaves fut une personnalité des plus représentatives des élites roumaines pendant la période de constitution de l'État moderne roumain. Après des études faites dans le pays, il suivit les cours des Facultés de Droit d'Allemagne (Munich, Bonn et Berlin). Revenu en Moldavie, il fit partie du parti national. Il fut secrétaire du Divan ad-hoc de 1857 et ensuite secrétaire de la Caïmacamie provisoire, en 1858.

Pendant les règnes du prince Cuza et ensuite du prince Carol I^{er} il fut huit fois ministre et quatre fois premier ministre. Entre 1892 et 1909 il fut le président du parti libéral. Mais Dimitrie Sturdza eut en même temps une activité culturelle remarquable, surtout en tant que membre, président en 1882–1884 et secrétaire général de 1885 à 1914 de l'Académie Roumaine. Il contribua au développement de la bibliothèque de la société savante et fut l'un de ses donateurs.

Le livre de Madame Damean est consacré surtout à l'activité politique en tant que ministre et membre marquant du parti libéral de Sturdza. Une riche bibliographie et en premier lieu aussi de l'information inédite font de ce livre une contribution importante, tenant compte du rôle détenu par Dimitrie Sturdza sur la scène politique.

D. B.

STOICA LASCU

INDEPENDENȚA ALBANIEI
ÎN PERCEPȚIA OPINIEI PUBLICE ROMÂNEȘTI (1912–1914)
(ALBANIA'S INDEPENDENCE IN THE PERCEPTION
OF THE ROMANIAN PUBLIC OPINION (1912–1914))

Editura Cetatea de Scaun, Târgoviște, 2012, 508 pp.

Romanian historiography has recently witnessed the publication of a landmark collection of documents relating to the modern history of the Balkans, namely to the events surrounding the declaration of Albania's independence in 1912 and their echo in the Romanian media of the time. The volume is signed by Professor Stoica Lascu, a distinguished researcher of Balkan history and culture, whose experience in this field draws from many decades of arduous intellectual investigation that have yielded numerous valuable scholarly studies.

Indeed, one could hardly find a better informed opinion regarding the history of the Romanian-Albanian relations. Any scholar of Albanian history must also remember the Romanian savant Nicolae Iorga was among the first to take the task of writing about the history of the Albanians. The author of the volume is no less of a pioneer, for as far as Romanian historiography is concerned, this is the first documents collection to deal with Romanian-Albanian relations on such a scale and in such detail: "The content of this corpus of documents, excerpts from the time's press – editorials, commentaries,

interviews, reportages, informations, polemics –, also an expression of the author's brotherly feelings towards the off springs of the Ancient Illyrians, can be useful to the Romanian reader who would want to know certain facts and aspects from the modern history of Albania, in the geopolitical and ethnographic context of Romanian-Albanian relations in South-East Europe" (p. 13).

The volume includes an *Introduction* (in Romanian, English and Albanian) (pp. 7–27), a *List of Documents* (in Romanian and English) (pp. 29–61), the *Documents* (categorized according to their year of publication: 1912, 1913, 1914) (pp. 63–367), numerous (657) and very detailed *Notes* (pp. 368–482), as well as three *Indexes* (Geographic, Nominal and Thematic) (pp. 484–507). It is evident that all the needs of a researcher are accommodated by this very clear structure, but the needs of the casual reader have not been left aside.

Any person reading the book would discover precious fragments from Romanian newspapers of the time that would allow him to understand the view of the general public regarding events that were essential for the formation of modern Albania. Contemporary testimonies show that for the leaders of the Albanian national movement the political support of the Kingdom led by King Carol I was not only required, but also considered decisive in that particular political context: "All the Albanians are watching only this nation. Romania, which, in the present circumstances, develops a so wise policy, will not allow anyone to diminish the small Albanian territory. And beside this – *declared in October 1912, the founder of the Albanian State, Ismail Kemal Bey* –, I also hope that it will help us to gain our autonomy, as it helped the Bulgarians in 1878" (*doc. 24*). The Romanian reader's interest in this collection should furthermore be amplified by the fact that Prince Wilhelm of Wied, the one proposed for the throne of the young Albanian state, was the nephew of Queen Elisabeta, the wife of King Carol I of Romania.

The reader will discover how the documented testimonies of this volume point to an interest or even sympathy of the Romanian public regarding the efforts of the Albanian people, given the complexity of Balkan geopolitics and the interests of the Great Powers: "Romania, which is an important power in the Balkans, will not allow any stone to be moved from its place. The duty of Romania is to solve also the Albanian question. The Albanian revolution is a Balkan matter and by the Treaty of Peace from Bucharest, the connection between the Albanian question and the Peace from Bucharest is obvious. Therefore, Romania is obliged to give military support to the Albanian king. Between the Danube and the Black Sea, and between the Aegean and Adriatic Sea – *was mentioning in 1914, an influent newspaper of the time, with strong links in the political circles from Vienna* –, only Romania can decide what will happen" (*doc. 144*). The documents show how Romanian diplomacy was involved, even through the efforts of the head of state, in the transactions for the recognition of the independence of the young Albanian state.

The time frame selected by the author allows for the concentration on this interesting endeavor from the very rich point of view of editorials, commentaries, interviews, reportages, information notes and polemics of the time's press. Thus, the reader is directly immersed in the very heart of most of the discussions regarding Romania's support of the Albanian movement for independence, in a lively, expressive and convincing collection of sources. Not at all a bystander like in the case of most synthesized histories, the person who reads this collection will be amazed at the vivacity, verve and energy carefully encapsulated within the pages of the work in front of him. In view of these observations, one may with the greatest ease recommend the work under discussion to academic and casual readers alike.

Costel Coroban

Universitatea „Ovidius” Constanța, Școala Doctorală de Științe Umaniste
University “Ovidius” of Constanța, Doctoral School for Humanities

MIHAELA TEODOR

**ANATOMIA CENZURII. COMUNIZAREA PRESEI ÎN ROMÂNIA, 1944–1947,
(L'ANATOMIE DE LA CENSURE. LA COMMUNISATION
DE LA PRESSE EN ROUMANIE, 1944–1947)**

Târgoviște, Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 340 p.

L'apparente «libération» de la Roumanie d'août 1944 était en réalité une occupation militaire qui s'instituait et ce qui était plus grave c'était le fait que l'occupation signifiait aussi la soumission du pays à des mutations forcées sur le plan socio-politique. Victime de la politique des grandes puissances la Roumanie était soumise à la merci de l'Union Soviétique. L'insurrection roumaine, qui avait conduit à la chute du régime de dictature, avait contribué aussi en ce qui concernait la marche de la guerre, à représenté un coup dur porté à l'Allemagne de Hitler qui a perdu par conséquent la possession du Sud-Est de l'Europe, mais en ce qui concerne la Roumanie, au lieu de la reconnaissance de sa cobelligérance – effective, le pays étant soumis à de graves pertes – seront réservés de terribles années dont les conséquences sont ressenties aussi aujourd'hui encore.

Dès 1938 le pays avait vécu les régimes successifs de dictature, ce qui avait conduit à la perte de la liberté de la presse de l'entre-deux-guerres. Le 23 août 1944, dès la chute du maréchal Antonescu, la liberté de la presse avait aussi été proclamée, mais ce régime des publications périodiques ne dura que jusqu'à la signature de la convention d'armistice à Moscou le 12 septembre 1944. Dès ce moment, la presse fut soumise au contrôle et au bon vouloir du commandement soviétique et ensuite aussi de la Commission Alliée de Contrôle où l'Union Soviétique avait la voie dominante! En même temps, commença aussi la pression des manifestations dirigées et aussi protégées par l'armée d'occupation. Dès le 6 mars 1945, quand l'opposition fut éliminée du gouvernement ses publications seront soumises aux mesures de censure allant jusqu'à l'interdiction. Apparemment, au début de 1945 la situation s'améliora après l'accord de Moscou aux grandes puissances qui représentait le fait une véritable capitulation des puissances de l'Ouest en vertu de laquelle la Parti Communiste maintint et ensuite accentua la domination qu'il exerçait sur la vie politique.

L'auteur examine les institutions qui exerçaient la censure, tant celles de l'occupant que l'appareil de contrôle intérieur, ainsi que les progressives mesures d'interdiction, législatives et administratives et ensuite de destruction des périodiques qui avaient été publiés et furent considérés défavorables au nouveau régime. La censure de l'occupant, celle officielle, celle «populaire» – le refus dirigé des travailleurs d'imprimer certaines publications – la censure économique furent complètes par des mesures visant les journalistes, leurs associations professionnelles et chaque journaliste, étant éliminé d'une façon ou d'une autre tous ceux qui ne se soumettaient et ne s'encadraient pas au nouveau régime. On passa ainsi à la réorganisation de la presse d'après le modèle soviétique. Sur ce plan aussi la Roumanie devenait ainsi un prisonnier de son grand voisin.

D. B.

**ROMÂNIA, SUPRAVIETUIRE ȘI AFIRMARE PRIN DIPLOMAȚIE
ÎN ANII RĂZBOIULUI RECE. COMUNICĂRI, ARTICOLE, STUDII
(LA ROUMANIE : SURVIE ET AFFIRMATION PAR LA DIPLOMATIE
PENDANT LES ANNÉES DE LA GUERRE FROIDE. COMMUNICATIONS,
ARTICLES, ÉTUDES)**

volumes coordonnés par l'ambassadeur Nicolae Ecobescu, Bucarest, Fondation Européenne
Titulescu, 2013, vol. I, 586 p. et vol.II, 748 p.

Les deux volumes contiennent 48 articles, précédés par un substantiel avant-propos de l'ambassadeur Nicolae Ecobescu, l'un des artisans de la diplomatie roumaine. Les auteurs sont en majorité des chercheurs des nouvelles générations, mais certains acteurs de l'époque analysée y sont aussi

compris et leur contributions sont d'un intérêt particulier. Dans l'ensemble il s'agit d'un examen minutieux d'un quart de siècle, réalisé par des spécialistes parmi lesquels aussi des témoins de marque. Les matériaux sont groupés en cinq chapitres: *Roumanie captive* (où sont compris les années quarante, la dernière étude du chapitre étant consacrée au traité «d'amitié, collaboration et assistance mutuelle» entre l'Union Soviétique et la Roumanie, du 4 février 1948), *Sources de l'opposition envers l'Union Soviétique* (les études y contenues présentent le progressif asservissement de la Roumanie, mais surtout l'évolution du processus de détachement de Moscou, marqué entre autres par la disparition des sociétés mixtes dans le domaine économique, le retrait en 1958 de l'armée soviétique d'occupation et l'évolution des divergences au sein du CAEM au début des années soixante), *Le sens de la politique d'indépendance* (les matériaux y compris expliquent les préliminaires de la déclaration d'avril 1964, par laquelle une nouvelle ligne fut proclamée dans la politique extérieure roumaine, ainsi que ce document fondamental et ses conséquences immédiates par l'adoption d'une voie singulière roumaine au sein du Traité de Varsovie), *Implication dans la gestion des crises majeures de la guerre froide* (une dizaine d'études présentent la politique de la Roumanie par rapport aux crises majeures de l'époque de 1955 à 1965, l'insurrection hongroise de 1956, le conflit israélo-arabe, les problèmes du Moyen Orient et le «printemps de Prague» n'y manquent pas) et *Rapprochement de l'Occident* (les articles y contenues présentent le progressif rapprochement roumano-américain, mais aussi celui par rapport à la France et à l'Allemagne fédérale; le développement des relations diplomatiques avec l'Israël y figure aussi).

Réalisés avec compétence et un sens de mesure remarquable, ces deux volumes représentent une réalisation importante et nécessaire de l'historiographie roumaine. Ses contributions sont essentielles pour définir les sens d'évolution de la politique étrangère d'un pays moyen, captif d'une grande puissance pendant la deuxième moitié du XX^e siècle.

D. B.